

Crises de légitimation politique et recompositions des formes de l'autoritarisme dans l'Afrique du Nord post-2011

Crises of political legitimation and recompositions of forms of authoritarianism in post-2011 North Africa

Responsable

• **Alia Gana** (CNRS, UMR 7533 LADYSS)

Discutant

• **Éric Gobe** (CNRS, Iremam)

Intervenants de la partie 1

- **Faouzi El Mestari** (Sciences-Po Bordeaux, Centre Émile-Durkheim)
- **Thierry Desrues** (IESA, CSIC)
- **Maryam Ben Salem** (Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de Tunis, Université de Carthage)
- **Bichun Lu** (EHESS, Peking University)

Intervenants de la partie 2

- **Massesen Cherbi** (MECAM)
- **Youssef Aboudi** (Université Hassan I, Settat-Maroc)
- **Clément Steuer** (Institute of International Relations Prague)
- **Maria Doss** (Université Sorbonne Paris-Nord, LabSIC)

Résumé de l'atelier

Quatorze ans après les « Printemps arabes », un double constat s'impose. D'une part, la situation qui prévaut dans la région est loin d'avoir répondu aux espoirs de démocratisation et de justice sociale à l'origine des révoltes populaires de 2010-2011. D'autre part, les dynamiques politiques en cours dans bon nombre de pays affectés par les soulèvements (Égypte, Tunisie, Algérie, Maroc) sont marquées par un retour – ou l'émergence de formes renouvelées – de l'autoritarisme, associé ou non à une montée du populisme (Gobe, 2022).

Si les trajectoires des pays concernés ont été fortement différenciées après 2011, donnant lieu à des processus et des configurations politiques très variés, au cours de la période plus récente, force est toutefois de constater un durcissement général des pouvoirs en place. Il se manifeste par une fermeture du jeu politique, en dépit de la poursuite de processus électoraux (Maroc, Algérie, Tunisie), par la restriction des libertés publiques et du droit d'expression, ainsi que par un contrôle accru des médias et du monde associatif. Enfin, on observe le renforcement du rôle politique (et économique) de l'armée (Égypte, Algérie), voire un « contrôle quasi-intégral de l'État par l'armée » (Steuer et Valter, 2021). Les modalités et les processus de reprise en main autoritaire varient en fonction des pays. Ils sont passés par un coup d'État militaire en Égypte ou un auto-coup d'État en Tunisie, l'éviction brutale d'organisations politiques arrivées au pouvoir à la faveur des révolutions (islamistes en Égypte et en Tunisie), l'exclusion de la structure du pouvoir, voire le bannissement, de groupes représentant l'élite entrepreneuriale en Algérie (El Mestari, 2022), ou encore le renforcement de configurations oligarchiques permettant de verrouiller le jeu politique et de réduire l'influence des partis d'opposition, comme au Maroc (Zeroual, 2022).

Dans un contexte de crise de légitimation des pouvoirs en place, les différents processus de restauration ou de reprise en main autoritaire à l'œuvre entretiennent des liens étroits, d'une part, avec les spécificités des réarrangements politiques et institutionnels induits par les mobilisations populaires de la décennie 2010 (« révolutions » tunisienne et égyptienne, mouvement du 20 février au Maroc, Hirak en Algérie), et, d'autre part, avec les recompositions des élites au pouvoir dans chaque pays (Gana, Oubenal et Yankaya, 2002).

Nous formulons l'hypothèse que les processus de restauration et de reprise en main autoritaire ne revêtent pas les mêmes caractéristiques selon que l'on a affaire à un régime autoritaire susceptible de faire des concessions avant de redéployer son appareil répressif et de mobiliser les outils juridiques de désamorçage des champs politique et de la contestation (Algérie et Maroc) ou que l'on est confronté à un régime politique ouvert aux diverses forces politiques et qui est mis au pas par une forme de coup d'État organisé par un acteur clé dudit régime (Égypte et Tunisie).

Il s'agit ici d'analyser les « tournants autoritaires » à la fois en termes de « rupture » et de « reconfiguration » en s'intéressant aux dynamiques de « recomposition [...] de la configuration politique dans et par laquelle il est possible d'abuser du pouvoir » (Boutaleb, Vannetzel et Allal, 2018; Collombon et Mathieu, 2021).

Dans le cadre de cette approche, nous proposons d'explorer les divers processus de restauration ou de reprise en main autoritaires et d'en cerner les ressorts au prisme de la crise de légitimation politique générée par les bouleversements post-2011. Il s'agit de réfléchir aux nouvelles configurations politiques issues du mouvement de déstabilisation politique, plus ou moins profond, consécutif aux révoltes populaires de 2010-2011 (Desrues, 2020).

Ces nouvelles configurations autoritaires seront abordées à travers trois principaux axes en vue d'en comprendre les logiques et les dynamiques sociales: 1) nous nous intéresserons aux acteurs de la restauration ou de la reprise en main autoritaire, aussi bien dans l'appareil d'État (principalement l'armée et les services de sécurité) que dans la société (acteurs politiques, syndicaux, associatifs, entrepreneuriaux, etc.), ainsi qu'aux éventuels opposants à cette restauration autoritaire, afin de cerner la portée et les limites de l'action des uns et des autres; 2) nous proposons également de réfléchir aux réformes institutionnelles mises en œuvre par les régimes autoritaires pour construire leur légitimité; puis 3) d'étudier les instruments législatifs mobilisés par les pouvoirs autoritaires pour museler les oppositions et quadriller la société (Cherni, 2023).

Some fourteen years after the Arab Spring, two observations need to be made. On the one hand, the current situation in the region is far from being in line with the hopes for democratization and justice that gave rise to the popular uprisings of 2011. On the other hand, the political dynamics underway in several countries (Egypt, Tunisia, Algeria, Morocco) are marked by a return—or the emergence of new forms—of authoritarianism, associated or not with a rise in populism (Gobe, 2022).

While the trajectories of these countries after 2011 were very different, there is now a general hardening of the ruling powers. This can be seen in the closure of the political game, despite the continuation of electoral processes (Morocco, Algeria, Tunisia), the restriction of public freedoms and the tightening of control over the media and associations. The political role of the army has also been strengthened (Egypt, Algeria), and there is even “almost complete control of the state by the army” (Steuer and Valter, 2021). The modalities of the authoritarian takeover vary from country to country: military coup in Egypt or self-coup in Tunisia, brutal crackdown on political groups that came to power as a result of the revolutions (Islamists in Egypt and Tunisia), exclusion from the power structure of groups representing the economic elite in Algeria (El Mestari, 2022) or the strengthening of oligarchic configurations to reduce the influence of opposition parties, as in Morocco (Zeroual, 2022).

In a context of crisis of political legitimacy, the processes of authoritarian restoration or takeover are closely linked, on the one hand, to the specific features of the political and institutional rearrangements brought about by the popular mobilizations of the 2010s (the Tunisian and Egyptian “revolutions,” the 20 February movement in Morocco, the Hirak in Algeria) and, on the other, to the recomposition of the ruling elites in each country (Gana, Oubenal, and Yankaya, 2022).

Our hypothesis is that the processes of restoring or regaining authoritarian control differ depending on whether we are dealing with a regime that is likely to make concessions before redeploying its repressive apparatus and legal instruments to defuse protest (Algeria and Morocco), or with a more open regime that is brought to heel by a coup d'État organized by a key actor in that regime (Egypt and Tunisia).

The aim here is to analyze “authoritarian shifts” in terms of both “rupture” and “reconfiguration,” focusing on the dynamics of “recomposition [...] of the political configuration in and through which it is possible to abuse power” (Boutaleb, Vannetzel, and Allal, 2018; Collombon and Mathieu, 2021).

Accordingly, we propose to explore the various processes of restoration or resumption of authoritarian control and to identify the driving forces behind them through the prism of the crisis of political legitimacy generated by the post-2011 upheavals, and to reflect on the new political configurations resulting from the destabilization movement following the popular revolts (Desrues, 2020).

These configurations will be approached through three axes in order to understand their logics and social dynamics: 1) the actors of the authoritarian takeover, both in the state apparatus (mainly the army and the security services) and in society (political actors, trade unions, associations, entrepreneurs, etc.), as well as possible opponents of this authoritarian restoration, in order to identify the scope and limits of their action; 2) institutional reforms implemented by authoritarian regimes to build their legitimacy; 3) legal instruments used to muzzle opposition and control society (Cherni, 2023).

Programme de la partie 1 *Restauration ou transition? Les voies de l'autoritarisme en Afrique du Nord*

Faouzi El Mestari (Sciences-Po Bordeaux, Centre Émile-Durkheim)

La transition autoritaire post-Hirak en Algérie

The post-Hirak authoritarian transition in Algeria

Thierry Desrues (IESA, CSIC)

La monarchie marocaine et la gestion de la dissidence politique (2011-2021): Cadres et répertoires de l'autoritarisme

The Moroccan monarchy and the management of political dissent (2011-2021): Framings and repertoires of authoritarianism

Maryam Ben Salem (Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de Tunis, Université de Carthage)

La restauration autoritaire en Tunisie: À la recherche de l'opposition perdue?

The restoration of authoritarianism in Tunisia: In search of the lost opposition?

Bichun Lu (EHESS, Peking University)

The expansion of military boundaries: A pathway to authoritarian consolidation in Egypt

L'expansion des frontières de l'armée: Une voie vers la consolidation autoritaire en Égypte

Faouzi El Mestari

La transition autoritaire post-Hirak en Algérie

La communication a pour objectif d'analyser les changements d'équilibre interfactionnel au sein de l'État algérien dans le contexte post-Hirak, et plus précisément d'expliquer la transition autoritaire du régime actuel. Avec la chute en 2019 de la faction civile agglomérée autour de Bouteflika, la période de relative ouverture de la coalition dominante à des groupes sociaux déterminés de la société civile, comme les oligarchies entrepreneuriales, semble révolue. Si l'ère Bouteflika (1999-2019) correspond à une période d'hétérogénéisation du pouvoir politique – et incidemment de sa fragilisation –, la présidence de Tebboune donne lieu à un recentrage du régime autour de l'alliance traditionnelle entre la hiérarchie militaire et le monde de la bureaucratie. Le réinvestissement des formules autoritaires du passé s'accompagne d'un raidissement du régime qui ne se maintient que par le déploiement et le renforcement de ses appareils répressifs à l'égard de toute forme d'opposition politique ou de contestation sociale. La transition vers le contrôle hégémonique de l'État par les factions conservatrices s'explique par les transformations de la configuration de classes de la société qui viennent bousculer l'ordre sociopolitique existant. D'une certaine manière, le régime algérien se sent acculé et menacé par l'essor du secteur privé et le renforcement tendanciel d'une bourgeoisie autochtone revendiquant son association au pouvoir, la constitution d'une classe moyenne qui réclame l'ouverture politique et la mobilisation des classes populaires autour de la question du développement socio-économique. Si formellement semble se dessiner un retour à l'autoritarisme du passé, la situation politique a fondamentalement changé dans sa substance: l'autoritarisme consolidé de la période Boumediène a laissé place à un autoritarisme beaucoup plus précaire sous Tebboune en raison même de la réduction de l'asymétrie des rapports de force politiques entre une classe dirigeante en déficit de légitimité et des classes sociales en voie de structuration et de consolidation.

This study aims to analyze the shifts in inter-factional balance within the Algerian state in the post-Hirak context, specifically to explain the authoritarian transition of the current regime. Following the fall, in 2019, of the civilian faction clustered around Bouteflika, the period of relative openness of the dominant coalition to certain social groups from civil society, such as entrepreneurial oligarchies, seems to have ended. While the Bouteflika era (1999–2019) marked a period of power heterogenization—and consequently its fragilization—the Tebboune presidency has seen a recentralization of the regime around the traditional alliance between the military hierarchy and the bureaucratic establishment. The reinvestment in past authoritarian formulas is accompanied by a hardening of the regime, which sustains itself only through the deployment and strengthening of its repressive apparatuses against any form of political opposition or social dissent. The transition toward hegemonic control of the state by conservative factions can be explained by changes in the class configuration of society, which disrupt the existing sociopolitical order. In a sense, the Algerian regime feels cornered and threatened by the rise of the private sector and the emerging tendency of an indigenous bourgeoisie demanding association with power, the formation of a middle class advocating political openness, and the mobilization of popular classes around socio-economic development issues. Although there appears to be a formal return to past authoritarianism, the political situation has fundamentally changed in its substance: the consolidated authoritarianism of the Boumediene era has given way to a much more precarious authoritarianism under Tebboune. This fragility stems from the reduced asymmetry in the balance of political power between a ruling class lacking legitimacy and social classes in the process of structuring and consolidating themselves.

Thierry Desrués

La monarchie marocaine et la gestion de la dissidence politique (2011-2021): Cadres et répertoires de l'autoritarisme

Depuis les premières manifestations de protestation du Mouvement du 20 février et l'adoption du nouveau texte constitutionnel en 2011, la monarchie marocaine a eu recours à diverses formes de répression ciblée pour gérer la dissidence. Ces mesures visent en particulier les activistes issus de différentes organisations de la société civile, les journalistes et divers groupes d'opposition politique. Elles cherchent souvent à réduire au silence les critiques tout en promouvant un discours officiel qui vante la modération religieuse, l'ouverture culturelle et les réformes politiques. Nous soutenons que ce ciblage a une visée démonstrative et exemplaire, visant à prévenir l'émergence de nouvelles contestations en instaurant un climat de crainte qui dissuade la population d'exprimer publiquement son non-conformisme.

Dans cette communication, nous présenterons le répertoire des mesures prises à l'encontre des voix dissidentes critiquant la gouvernance et les politiques publiques au cours de la dernière décennie. Nous montrerons que ce répertoire met en lumière non seulement la nature autoritaire du régime politique marocain, mais aussi sa manière de définir la dissidence. Ce faisant, nous analyserons comment les discours des autorités cadrent la dissidence. Nous démontrerons par ailleurs que cet autoritarisme repose notamment sur une politique discontinue de tolérance et d'intolérance juridique, de *lawfare*, dont l'efficacité réside dans l'instauration d'un système de surveillance de l'expression publique de la population.

Since the first protests of the 20 February Movement and the adoption of the new constitutional text in 2011, the Moroccan monarchy has used various forms of targeted repression to manage dissent. These measures target in particular activists from various civil society organizations, journalists, and various political opposition groups. They often seek to silence critics while promoting an official discourse that praises religious moderation, cultural openness and political reform. We argue that this targeting has a demonstrative and exemplary purpose, aimed at preventing the emergence of new protests by creating a climate of fear that discourages people from publicly expressing their non-conformism.

In this paper, we will present the repertoire of measures taken against dissident voices, critical of governance and public policy over the last decade. We will show that this repertoire highlights not only the authoritarian nature of the Moroccan political regime, but also the way in which it defines dissent. In doing so, we will analyze how

the authorities' discourse frames dissenting. We will also show that this authoritarianism is based in particular on a discontinuous policy of legal tolerance and intolerance, of lawfare, the effectiveness of which lies in the establishment of a system for monitoring the public expression of the population.

Maryam Ben Salem

La restauration autoritaire en Tunisie : À la recherche de l'opposition perdue ?

Cette communication entend examiner la restauration autoritaire en Tunisie à travers le prisme des processus de résistance/assentiment depuis l'auto-coup initié par Kaïs Saïed le 25 juillet 2021. Sur fond de disqualification des corps intermédiaires, de brutalisation des institutions et de répression, il s'agira dans un premier temps d'interroger les causes de l'amorphisme des partis de l'opposition, les différenciations en termes de (re)positionnements (soutien à Kaïs Saïed, attentisme, démobilisation ou opposition frontale), à la lumière de leurs trajectoires et des conflits inter et intrapartisans. Ce travail s'appuie sur des entretiens conduits auprès de militant·es et cadres dirigeant·es de partis et d'organisations de la société civile.

This presentation examines the restoration of authoritarian rule in Tunisia through the prism of resistance/assent processes since the self-coup initiated by Kaïs Saïed on July 25, 2021. Against the backdrop of the disqualification of intermediary bodies, the brutalization of institutions and repression, we will first examine the causes of the amorphous behavior of the opposition parties and their differentiations in terms of (re) positioning (support for Kaïs Saïed, wait-and-see attitude, demobilization, or frontal opposition) in the light of their trajectories and inter- and intra-party conflicts. This work is based on interviews with activists and leaders of political parties and civil society organizations.

Bichun Lu

The expansion of military boundaries: A pathway to authoritarian consolidation in Egypt

This paper explores the role of military boundary expansion in the consolidation of authoritarianism in Egypt, using military boundary theory as its theoretical framework. While countries like Turkey, Pakistan, and Iran possess strong military institutions, they have not developed military-dominated authoritarian regimes in the same manner as Egypt. The key distinction lies in the integration of the military within the state apparatus: in these countries, the military maintains clear, institutionalized boundaries that limit its direct involvement in political governance. In contrast, Egypt's military has progressively expanded its boundaries, encroaching on political, economic, and social domains, thereby blurring the line between the state and the military. This expansion of military boundaries enables the military to seize control over state power, facilitating the establishment of a pervasive military authoritarian regime. Drawing on military boundary theory, the paper argues that the consolidation of military-led authoritarianism in Egypt is not simply the result of a powerful military, but rather a systematic process of military encroachment into the core functions of governance. This expansion has significant implications for Egypt's political structure and societal dynamics, resulting in a regime where the military not only controls political power but also wields substantial influence over economic and social institutions. This study enhances understanding of the relationship between military power and authoritarian state-building, with a particular focus on the distinctive trajectory of Egypt's political system in comparison to other countries where military influence is more constrained.

Cette communication explore le rôle de l'expansion de la frontière de l'armée dans la consolidation de l'autoritarisme en Égypte, en utilisant la théorie de la *military boundary* comme cadre théorique. Bien que des pays comme la Turquie, le Pakistan et l'Iran possèdent des institutions militaires fortes, ils n'ont pas développé de régimes autoritaires dominés par l'armée de la même manière que l'Égypte. La principale distinction réside dans l'intégration de l'armée dans l'appareil d'État: dans ces pays, l'armée maintient des frontières claires et institutionnalisées qui limitent son implication directe dans la gouvernance politique. En revanche, l'armée égyptienne a progressivement élargi ses frontières, empiétant sur les domaines politique, économique et social, brouillant ainsi la frontière entre l'État et l'armée. Cette expansion des frontières militaires permet à l'armée

de prendre le contrôle du pouvoir d'État, facilitant ainsi l'établissement d'un régime autoritaire militaire omniprésent. S'appuyant sur la théorie des frontières militaires, l'article affirme que la consolidation de l'autoritarisme militaire en Égypte n'est pas simplement le résultat d'une armée puissante, mais plutôt d'un processus systématique d'empiètement militaire sur les fonctions essentielles de la gouvernance. Cette expansion a des implications significatives sur la structure politique et la dynamique sociétale de l'Égypte, aboutissant à un régime où l'armée non seulement contrôle le pouvoir politique, mais exerce également une influence substantielle sur les institutions économiques et sociales. Cette étude permet de mieux comprendre la relation entre le pouvoir militaire et la construction d'un État autoritaire, en mettant l'accent sur la trajectoire particulière du système politique égyptien par rapport à d'autres pays où l'influence militaire est plus limitée.

Programme de la partie 2

Les acteurs et les instruments de la reconfiguration autoritaire en Afrique du Nord: Populistes, partis et médias

Massesen Cherbi (MECAM)

Le pouvoir modérateur de l'armée algérienne en contexte de Hirâk (2019-2021): Du de facto au de jure

The moderating power of the Algerian army in the context of the Hirâk (2019-2021): From de facto to de jure

Youssef Aboudi (Université Hassan I, Settat-Maroc)

Enjeux et stratégies du populisme autoritaire. Étude de cas

The stakes and strategies of authoritarian populism. A case study

Clément Steuer (Institute of International Relations Prague)

Une restructuration autoritaire du système partisan en Égypte

Authoritarian restructuring of the party system in Egypt

Maria Doss (Université Sorbonne Paris-Nord, LabSIC)

La mainmise sur les médias en Égypte: Reconfiguration d'un paysage et monopole narratif

Media control in Egypt: Landscape reconfiguration and narrative monopoly

Massesen Cherbi

Le pouvoir modérateur de l'armée algérienne en contexte de Hirâk (2019-2021): Du de facto au de jure

Le Hirâk algérien (2019-2021) a été l'occasion pour l'armée algérienne d'apparaître au grand jour dans la vie politique à travers la figure de son chef d'état-major et vice-ministre de la Défense, le général Ahmed Gaïd-Salah. Face à l'absence de tout contrepouvoir constitutionnel à même de contrebalancer l'hyperprésident Bouteflika, irresponsable tant politiquement que pénalement, tandis que la procédure pour état d'empêchement s'avérait impraticable, c'est l'armée qui intervint à partir du 26 mars 2019 pour le contraindre à la démission le 2 avril suivant. Ce faisant, elle venait d'outrepasser ses prérogatives constitutionnelles, limitées depuis sa dépolitisation de 1989 et la perte de sa qualité de « bouclier de la Révolution » (1976, art. 82) à la protection de l'indépendance nationale, de la souveraineté nationale, de l'unité et de l'intégrité territoriale du pays (art. 25, 2016, art. 28). Le chef d'état-major s'était pourtant fondé sur cette disposition pour légitimer son intervention dans la vie politique du pays, non sans rappeler l'interprétation large de cette même disposition par la revue du ministère de la Défense nationale (MDN), *El-Djeich*, en 1990, après les déclarations du général Mustapha Cheloufi à Reuters, lesquelles laissaient déjà présager d'une possible intervention contre le Front islamique du salut (FIS). Si la rue algérienne s'est rapidement saisie du slogan d'« État civil, non militaire », dès le mois de mai 2019, face à un chef d'état-major inflexible dans son rejet de toute transition démocratique, la répression entamée dès le mois de juin suivant devait permettre à l'armée nationale populaire (ANP) de se redonner une légitimité, tant sur le plan constitutionnel, que sur les plans légal et réglementaire. En effet, alors que les propositions visant à en faire un

gardien de la Constitution, à la suite de l'arrêt du processus électoral en 1992, avaient été rejetées du texte final de la Constitution de 1996, la révision constitutionnelle du 30 décembre 2020 sera l'occasion d'en faire désormais la garante des « intérêts vitaux et stratégiques du pays », en constitutionnalisant dès lors le pouvoir modérateur que l'armée exerçait jusque-là *de facto*. En ce sens, le décret présidentiel n° 21-539 du 26 décembre 2021 a depuis augmenté sensiblement le nombre de militaires siégeant au sein du Haut Conseil de sécurité (HCS) (art. 2), tout en en étendant ses missions, jusqu'à donner des avis sur les « consultations référendaires portant sur des questions de nature fondamentale » (art. 3), tandis qu'un autre décret présidentiel, le n° 24-218 du 27 juin 2024, permet de détacher des personnels militaires auprès d'administrations civiles publiques, à leur demande, et notamment « le détachement des officiers généraux et des officiers supérieurs pour occuper certaines fonctions supérieures de l'État au sein des secteurs stratégiques et sensibles en termes de souveraineté et d'intérêts vitaux pour le pays » (art. 8). Quant à la loi organique n° 23-06 du 18 mai 2023, elle a exclu la défense nationale des questions d'importance nationale par lesquelles les parlementaires peuvent interpeller le gouvernement (art. 66) et, le cas échéant, pour l'Assemblée populaire nationale (APN), le renverser.

The Algerian Hirāk (2019–2021) was an opportunity for the Algerian army to come into the political spotlight through the figure of its Military Chief of Staff and Deputy Defence Minister, General Ahmed Gaïd-Salah. Faced with the absence of any constitutional checks and balances to counterbalance hyper-President Bouteflika, who was irresponsible both politically and criminally, while the impediment procedure has proved impracticable, it was the army that intervened on 26 March 2019 to force him to resign on 2 April. In so doing, it exceeded its constitutional prerogatives, limited since its depoliticisation in 1989 and the loss of its status as the “shield of the Revolution” (1976, art. 82) to protecting the national independence, national sovereignty, unity, and territorial integrity of the country (art. 25, 2016, art. 28). Yet the Chief of Staff had used this provision to legitimise his intervention in the country's political life, not without recalling the broad interpretation of this same provision by the Ministry of National Defence (MDN) magazine, *El-Djeich*, in 1990, after General Mustapha Cheloufi's statements to Reuters, which already foreshadowed a possible intervention against the Islamic Salvation Front (FIS). While the Algerian street was quick to seize on the slogan of a “civilian, non-military state” in May 2019, in the face of a Military Chief of Staff who was adamant in his rejection of any democratic transition, the crackdown that began the following June was to enable the People's National Army (ANP) to regain legitimacy, both constitutionally and in legal and regulatory terms. Indeed, while proposals to make the army the guardian of the Constitution, following the stoppage of the electoral process in 1992, had been rejected in the final text of the 1996 Constitution, the constitutional revision of 30 December 2020 will provide an opportunity to make it the guarantor of the “vital and strategic interests of the country,” thereby constitutionalising the moderating power that the army had *de facto* exercised until then. In this regard, Presidential Decree No. 21-539 of 26 December 2021 has since significantly increased the number of military personnel sitting on the High Security Council (HCS) (art. 2), while extending its remit to include giving opinions on “referendum consultations on issues of a fundamental nature” (art. 3), while another presidential decree, No. 24-218 of 27 June 2024, allows military personnel to be seconded to civilian public administrations, at their request, and in particular “the secondment of general officers and senior officers to occupy certain senior State functions within strategic and sensitive sectors in terms of sovereignty and vital interests for the country” (art. 8). Organic Law No. 23-06 of 18 May 2023 excludes national defence from the list of matters of national importance on which parliamentarians may question the government (Art. 66) and, in the case of the National People's Assembly (APN), overthrow it.

Youssef Aboudi

Enjeux et stratégies du populisme autoritaire. Étude de cas

Notre communication a pour objectif d'interroger quelques mécanismes de violence auxquels recourent les partis politiques dits « populistes » autoritaires. En effet, durant les deux dernières décennies, le paysage politique arabe, notamment marocain, a commencé à assister à un nouveau discours politique qualifié de populiste (autoritaire), caractérisé par une logique d'exclusion et de violence envers les élites taxées de « corrompues » et d'« illégitimes ». Il s'agit d'un discours qui tend vers la mise à mort symbolique, voire la déshumanisation de l'adversaire dans une logique strictement démagogique et électoraliste. Compte tenu d'un contexte socio-politique où les citoyens sont assoiffés par la démocratie libérale, l'activation de la rhétorique de la violence semble offrir au leader autoritaire la possibilité de galvaniser le *pathos* de sa foule et d'asseoir, en même temps, son autorité politique vis-à-vis de cette dernière. En d'autres termes, l'objectif de cette contribution est de montrer que la violence verbale constitue, aujourd'hui, une arme discursive assez répandue chez le démagogue populiste autoritaire en vue de négocier son identité discursive, en anesthésiant la pensée réflexive et critique de l'instance citoyenne.

Notre intervention s'articulera donc autour de trois axes. Le premier consiste en une présentation succincte des travaux récents qui mettent en garde contre le dictat du discours (populiste) autoritaire (Windisch, 1987; Dorna, 2002; Taguieff, 2002; Meryan, 2006; Chraraudeau 2010-2011; Roncière, 2011; Cagnat, 2012, etc.). Parallèlement, nous essayerons de mettre en évidence quelques éléments clés pour tenter de lever le voile sur l'ambiguïté sémantique associée aux concepts de violence et de populisme autoritaire. Ce faisant, un rapprochement sera établi pour montrer que les deux notions sont consubstantiellement liées. Le deuxième a pour objectif d'identifier une série de procédés rhétoriques et linguistiques, révélateurs d'autoritarisme, visant à museler l'opinion publique et quadriller la société sous couvert du politiquement correct. En outre, sera mis en place un logiciel informatique (appelé AudioSculpt) pour étudier, d'un point de vue symbolique et interactif, la dimension non-verbale de la posture autoritaire. Autrement dit, l'objectif est de vérifier quantitativement comment la mise en scène émotionnelle (celle de la colère, de la peur et de l'insécurité) dans le discours contribue à polariser le maximum de sympathisants, tout en neutralisant leur faculté critique et réflexive.

The aim of our paper is to examine some of the mechanisms of violence employed by authoritarian "populist" political parties. Over the last two decades, the Arab political landscape, particularly in Morocco, has witnessed the emergence of a new political discourse that can be described as populist (authoritarian), characterised by a logic of exclusion and violence against elites labelled as "corrupt" and "illegitimate". It's a discourse that tends towards the symbolic killing, even the dehumanization of the opponent in a strictly demagogic and electoral logic. In a socio-political context where citizens are thirsty for liberal democracy, the activation of the rhetoric of violence seems to offer the authoritarian leader the possibility of mobilizing the pathos of his crowd and, at the same time, establishing his political authority over them. In other words, the aim of this paper is to show that verbal violence is a widespread discursive weapon used by the populist authoritarian demagogue to negotiate his discursive identity and to anaesthetize the reflexive and critical thinking of citizens.

Our presentation will therefore be structured around three axes. The first is a brief presentation of recent works that warn against the dictates of authoritarian (populist) discourse (Windisch, 1987; Dorna, 2002; Taguieff, 2002; Meryan, 2006; Chraraudeau 2010-2011; Roncière, 2011; Cagnat, 2012, etc.). At the same time, we will try to highlight some key elements in an attempt to lift the veil on the semantic ambiguity associated with the concepts of violence and authoritarian populism. In doing so, we will draw a parallel between the two concepts and show that they are intrinsically linked. The second aims to identify a series of rhetorical and linguistic devices indicative of authoritarianism, designed to muzzle public opinion and control society under the guise of political correctness. In addition, computer software (called AudioSculpt) will be used to study, from a symbolic and interactive point of view, the non-verbal dimension of authoritarian posturing. In other words, the aim is to quantitatively verify how the emotional staging (of anger, fear, and insecurity) in the discourse contributes to polarizing the maximum number of supporters, while neutralizing their critical and reflexive faculties.

Clément Steuer

Une restructuration autoritaire du système partisan en Égypte

Depuis l'arrivée au pouvoir du président Al-Sissi en 2014, le système partisan égyptien a connu une restructuration autoritaire. Si le régime n'a pas voulu (et n'aurait probablement pas pu) restaurer l'ancien parti hégémonique, les partis existants ont dû prêter allégeance au nouveau régime pour maintenir une présence au Parlement. Divers moyens ont été mis en œuvre pour opérer cette restructuration : création de nouveaux partis, changement du système électoral, contrôle des candidatures, encouragement à la scission au sein des partis les plus réticents.

Il en résulte aujourd'hui un système partisan construit autour d'un parti dominant, le parti de l'Avenir de la nation, entouré d'autres partis nationalistes, puis d'autres partis séculiers (conservateurs, libéraux ou socialistes), puis enfin du parti Nour (salafiste).

En creux, l'absence de certains partis du Parlement (les Frères musulmans, bien sûr, mais aussi le parti de l'Égypte puissante, le parti de la Constitution, ou encore le Courant populaire) renseigne également sur le régime.

La présentation se basera sur une herméneutique des noms des partis égyptiens, qui renseignent sur la vision du monde et le projet politique des entrepreneurs de restauration autoritaire comme de leurs adversaires. Cette étude sera complétée par une analyse des lois électorales et de coupures de la presse égyptienne.

Since President Al-Sissi came to power in 2014, Egypt's party system has undergone an authoritarian restructuring. While the regime has been unwilling (and probably unable) to restore the former hegemonic party, existing parties have had to pledge allegiance to the new regime in order to maintain a presence in Parliament.

Various means have been used to achieve this restructuring: creating new parties, changing the electoral system, controlling candidacies, encouraging splits within the most reluctant parties.

The result today is a party system built around a dominant party, the Future of the Nation Party, surrounded by other nationalist parties, then other secular parties (conservative, liberal, or socialist) and finally the Nour Party (Salafist).

The absence of certain parties in Parliament (the Muslim Brotherhood, of course, but also the Powerful Egypt Party, the Constitution Party, and the Popular Movement) also provides an insight into the regime.

The presentation will be based on a hermeneutic analysis of the names of the Egyptian parties, which provide information about the worldview and political project of the entrepreneurs of the authoritarian restoration and their opponents. This study will be complemented by an analysis of the electoral laws and extracts from the Egyptian press.

Maria Doss

La mainmise sur les médias en Égypte : Reconfiguration d'un paysage et monopole narratif

Si l'ère Moubarak a pu laisser entrevoir une certaine ouverture du paysage médiatique égyptien, avec des espaces d'expression pour l'opposition, la reconfiguration post-2013, et plus précisément après l'arrivée au pouvoir d'Al-Sissi, marque un verrouillage autoritaire et une volonté de monopoliser le récit national.

Dès lors, le régime égyptien a entamé une profonde mutation de son paysage médiatique. Inspiré par le modèle de Nasser, Al-Sissi affiche ouvertement son ambition de contrôler l'appareil médiatique, conscient de son influence sur l'opinion publique. Les médias, acteurs clés de la période révolutionnaire, deviennent la cible d'une stratégie de reconfiguration autoritaire visant à instaurer ce monopole narratif et à étouffer toute pluralité.

Cette stratégie s'articule autour de trois axes principaux. Premièrement, le régime met en place un cadre juridique contraignant. La promulgation de lois depuis 2016, créant de nouvelles instances de régulation, officialise l'emprise du pouvoir sur l'information. Deuxièmement, une vaste opération d'acquisitions stratégiques permet à des entreprises liées au renseignement militaire de prendre le contrôle des principaux médias. Cette concentration de la propriété renforce l'influence directe du régime sur la production et la diffusion des contenus. Enfin, une régulation informelle, basée sur la peur et l'autocensure, complète ce dispositif. Des « lignes rouges » implicites,

mais bien réelles, limitent drastiquement la liberté d'expression et contraignent les journalistes à s'aligner sur le discours officiel. Cette triple stratégie de contrôle a profondément transformé le paysage médiatique égyptien. L'homogénéisation des contenus, la marginalisation des voix critiques et l'étouffement du débat public ont permis au régime de consolider son pouvoir et de contrôler le récit national. Cette communication est le fruit d'une enquête de terrain menée par entretiens auprès des professionnels des médias en Égypte, couplée à une analyse des textes juridiques et de documents officiels, permettant de dresser la nouvelle cartographie des médias post-2013.

While the Mubarak era hinted at a certain opening of the Egyptian media landscape, with spaces for opposition voices, the post-2013 reconfiguration, and more specifically after Al-Sisi's rise to power, marks an authoritarian lockdown and a desire to monopolize the national narrative.

From then on, the Egyptian regime began a profound transformation of its media landscape. Inspired by Nasser's model, Al-Sisi openly displays his ambition to control the media apparatus, aware of its influence on public opinion. The media, key players in the revolutionary period, become the target of an authoritarian reconfiguration strategy aimed at establishing this narrative monopoly and stifling any plurality.

This strategy revolves around three main axes. First, the regime establishes a restrictive legal framework. The enactment of laws since 2016, creating new regulatory bodies, formalizes the government's grip on information. Second, a vast operation of strategic acquisitions allows companies linked to military intelligence to take control of the main media outlets. This concentration of ownership reinforces the regime's direct influence on the production and dissemination of content. Finally, informal regulation, based on fear and self-censorship, completes this system. Implicit but very real "red lines" drastically limit freedom of expression and force journalists to align themselves with the official discourse.

This threefold control strategy has profoundly transformed the Egyptian media landscape. The homogenization of content, the marginalization of critical voices, and the stifling of public debate have allowed the regime to consolidate its power and control the national narrative. This communication is the result of field research conducted through interviews with media professionals in Egypt, coupled with an analysis of legal texts and official documents, enabling us to map the new media landscape post-2013.